Burundi : L'UE exhorte gouvernement et opposition à revenir au dialogue

Conseil europÃ©en, 23/07/2015 DÃ©claration de la Haute ReprÃ©sentante Federica Mogherini au nom de l'Union europÃ©enne suite Ã l'Ã©lection prÃ©sidentielle au Burundi DÃ©claration et observations 617/15 - Affaires Ã©trangÃ¨res et relations internationales En dÃ©pit des efforts de la communautÃ© internationale, et en particulier de l'initiative rÃ©cente du PrÃ©sident Museveni en vue de faciliter un dialogue inter-burundais, il apparait Ã©vident que les progrÃ¨s dans la mise en Å“uvre des dÃ©cisions de l'Union africaine du 13 juin et de la CommunautÃ© d'Afrique de l'est du 6 juillet sont insuffisants. Seule la mise en Å“uvre complÃ¨te de ces dÃ©cisions aurait ouvert la voie Ã la tenue d'Ã©lections crÃ©dibles et inclusives au Burundi dont le rÃ©sultat serait reprÃ©sentatif. En maintenant les Ã©lections le Gouvernement en a dÃ©cidÃ© autrement. En l'absence d'un dialogue national substantiel qui pourrait conduire Ã un consensus politique, le Burundi ne parviendra pas Ã retrouver le chemin de la stabilitÃ©, de la dÃ©mocratie et du dÃ©veloppement qui a commencÃ© avec l'adoption de l'Accord d'Arusha. DÃ¨s lors, l'UE commencera les travaux prÃ©paratoires des consultations spÃ©cifiques comme prÃ©vu Ã l'Article 96 de l'Accord de Cotonou, afin de faire en sorte que le gouvernement burundais prenne les engagements qui s'imposent pour remÃ©dier Ã la crise. Le respect des droits de l'homme, des principes dÃ©mocratiques et de l'Etat de droit sont les Ã©lÃ©ments fondateurs de la relation de coopÃ©ration entre l'UE et le Burundi qui est rÃ©gi par l'Accord de Cotonou. L'UE exhorte le gouvernement, ainsi que les partis d'opposition, Ã revenir au dialogue pour trouver une issue consensuelle en vue du rÃ©tablissement d'un systÃ¨me politique inclusif et dÃ©mocratique. L'UE appui pleinement les efforts dÃ©ployÃ©s dans ce sens par la CommunautÃ© de l'Afrique de l'Est, par l'Union Africaine et par les Nations Unies. L'impact humanitaire, socio-Ã©conomique et sÃ©curitaire de la crise dans le pays et sur la rÃ©gion prÃ©occupe grandement l'Union europÃ©enne. Dans ce contexte, nous saluons l'envoi par l'Union africaine d'observateurs de droits de l'homme, et d'experts militaires pour superviser le dÃ©sarmement des groupes affiliÃ©s aux partis politiques. L'Union europÃ©enne salue la gÃ©nÃ©rositÃ© des pays voisins dans l'accueil des rÃ©fugiÃ©s du Burundi et rÃ©affirme sa solidaritÃ© avec le peuple burundais et les communautÃ©s d'accueil, entre autres Ã travers la mobilisation de l'aide humanitaire pour les milliers de rÃ©fugiÃ©s. L'UE rappelle que la violence ne peut Ãªtre utilisÃ©e Ã des fins politiques et appelle une fois de plus toutes les parties prenantes et les leaders politiques Ã la condamner et Ã la dÃ©courager. Ceci comprend notamment les actions menÃ©es par les groupes armÃ©s, telles que les attaques qui ont eu lieu rÃ©cemment dans la province de Kayanza. L'Union europÃ©enne se prÃ©pare, en ligne avec les conclusions du Conseil de juin 2015, Ã adopter, le cas Ã©chÃ©ant, des mesures restrictives ciblÃ©es contre ceux dont l'action aurait conduit ou conduirait Ã des actes de violence et de rÃ©pression, Ã de graves violations des droits de l'Homme, et/ou entraverait la recherche d'une solution politique.